

PEUPLE du MONDE

LA PAGE DES CITOYENS DU MONDE

Par delà les frontières de blocs, de classes et d'idéologies, cette page internationale vise à faire apparaître l'opinion du peuple mondial, en exprimant les besoins et les problèmes vitaux devenus communs à tous les hommes : vivre, se nourrir, circuler et parler librement.

IL Y A UN FLÉAU DE LA SOUS-ALIMENTATION

Seule une organisation mondiale portée par l'opinion publique pourra y mettre fin

A PLUSIEURS reprises, au XIX^e siècle, le choléra, venu du Proche-Orient, atteint et désole l'Europe. Il est clair qu'il y a un intérêt majeur à lutter ensemble contre ce fléau. Cependant, pendant cinquante ans, les nations n'arrivent pas à s'entendre pour le faire. Par insouciance ? Par égoïsme ? Oui, sans doute. Mais la raison plus profonde, c'est qu'elles n'ont pas d'arme pour engager sérieusement la lutte. Pasteur paraît, et tout change. La première « convention sanitaire » est signée au début du XX^e siècle. Un appareil technique de coopération internationale pour combattre les épidémies est monté. On le perfectionne d'année en année.

par André MAYER,

Professeur honoraire au Collège de France. Président du Comité exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

L'an dernier, une terrible épidémie de choléra éclate en Egypte. L'appareil international — l'Organisation Mondiale de la Santé — est en place. Il agit. L'épidémie est localisée, puis jugulée en trois mois. L'Europe, l'Asie échappent au fléau.

C'est que si grandes que soient les entraves qu'impose une pareille lutte, le danger est si pressant qu'il saisit l'imagination et dicte la décision. Mais dès qu'il s'agit de quelque chose de moins immédiatement dramatique, le tableau change. Par exemple, les progrès scientifiques récents nous mettent aujourd'hui en mains les moyens d'arriver efficacement, sûrement, dans un temps relativement court, à supprimer pratiquement les maladies vénériennes, à réduire considérablement les méfaits de la tuberculose, à diminuer largement la mortalité des enfants. L'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds international de secours à l'enfance, entreprennent pour cela une action de grande envergure. Qui s'y intéresse ? Où est le mouvement d'opinion qui oblige les gouvernements à s'engager activement dans cette voie ?

Sans doute, les nations peuvent-elles lutter en commun contre un fléau, mais à quelles conditions ? Il faut que les problèmes qu'elles veulent résoudre soient étudiés à fond, posés clairement. Il faut — et cela est capital — que la science et la technique fournissent des moyens de lutte efficaces. Il faut, pour chaque problème, inventer une technique de coopération. Mais, par dessus tout, il faut que se manifeste une volonté générale de coopération capable de surmonter l'indifférence. Plus que l'indifférence, car dans la plupart des cas, il faudra vaincre l'opposition de grands intérêts, intérêts privés, intérêts de groupes sociaux, intérêts étroitement nationaux qui cherchent à entraver l'action commune, et la résistance, de passive qu'elle était, deviendra active.

En voici un exemple. Comme elle a lutté depuis ses origines contre la maladie, l'humanité a lutté contre la faim : avec plus ou moins de succès et non sans défaites. C'est qu'elle luttait à tâtons. Lavoisier paraît, et tout change. A sa suite, en cent cinquante ans, les chercheurs arrivent à comprendre à quel point la faim est due à une mauvaise alimentation, à une mauvaise composition de l'alimentation est un fléau permanent et qui peut être mortel. Le remède est à notre portée. C'est un bon plan d'alimentation, et, basé sur ce plan, un plan raisonné de production agricole. Le problème est désormais clairement posé.

Il ne peut être attaqué et résolu que par un travail commun des nations. On crée la technique de cette coopération. Cinquante-sept nations s'unissent dans une Organisation mondiale d'alimentation et agriculture.

Juste à ce moment aux ravages de la guerre s'ajoutent des défaites exceptionnelles. La famine apparaît menaçante. Alors, le jeune Comité exécutif de l'Organisation naissante décide d'agir. Malgré toutes les résistances — et il y en a — il fait

créer un « Comité de crise ». Il monte une enquête dans soixante-dix pays. Il organise un système d'allocation; obtient qu'on invente et réunisse les stocks, et qu'ils soient mobilisés. Un million de tonnes de céréales traversent, chaque mois, les océans. La famine est conjurée.

C'est que c'était la famine. Mais la malnutrition, constante, insistante, bien plus meurtrière à la longue, se résoudre-t-on à l'attaquer ? Il faut, pour la vaincre, de grands plans d'agriculture. La F.A.O. est en train de les faire. Mais pour exécuter ces plans, il faut une certaine sécurité. Par exemple, il faut commencer par stabiliser raisonnablement les prix agricoles; il faut harmoniser dans l'économie, coordonner l'agriculture et l'industrie. C'est alors que commence à se dresser l'opposition des

(SUITE PAGE B, COLONNE 1)

JOHN BOYD ORR

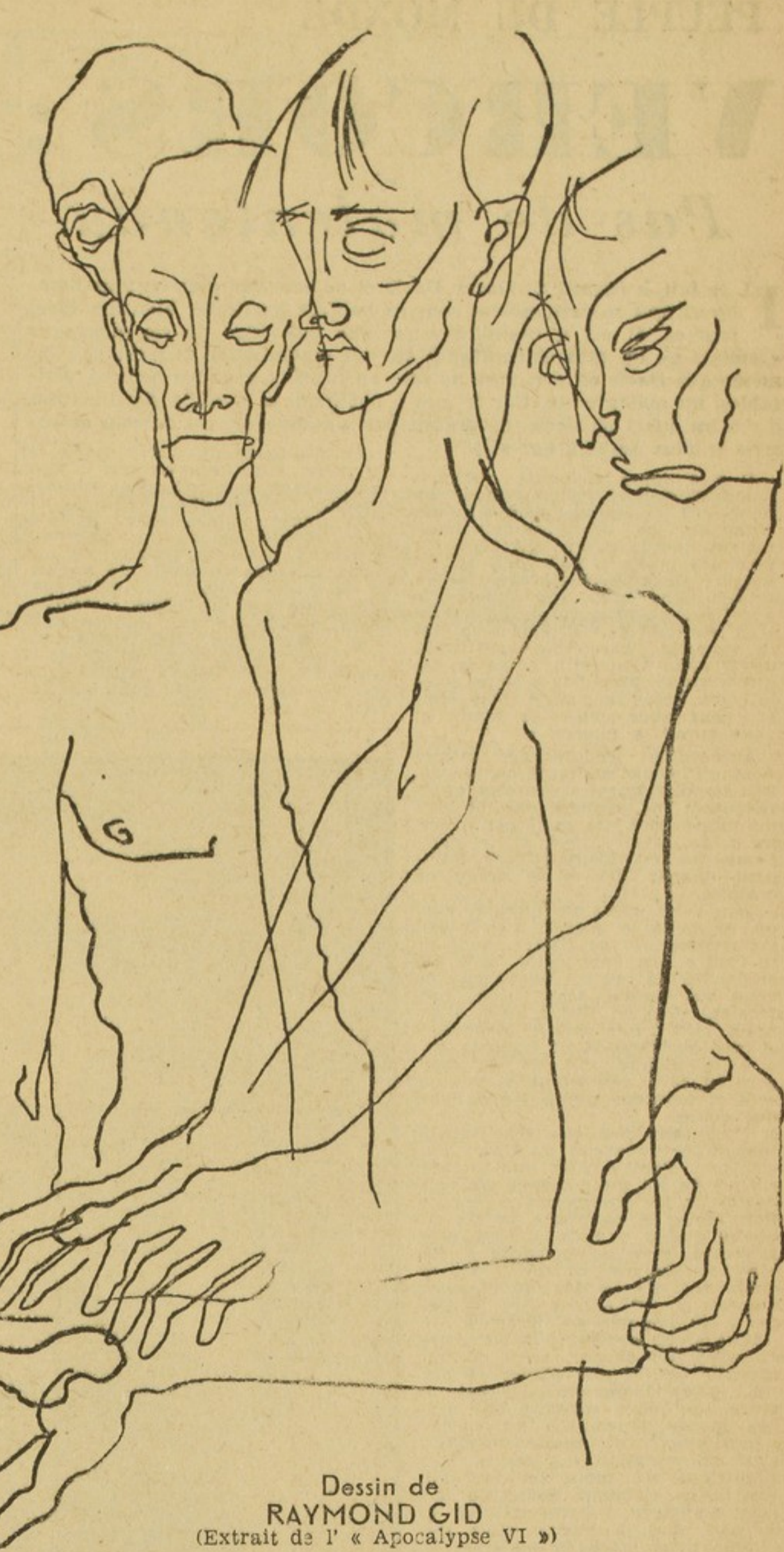
Qui s'inquiète de la famine qui vient ?

Sir John BOYD ORR est devenu l'un des personnalités internationales les plus éminentes de l'après-guerre. Fondateur de l'Institut Roxett, recteur de l'Université de Glasgow, député représentant l'Écosse, récemment nommé Lord, il a été, avec André Mayer, le fondateur de la F.A.O. (Organisation Mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture) qui, en 1946-47, a sauvé l'Europe de la famine. Il s'est acquis le titre de citoyen du monde et le droit de porter à son nom « l'autre bloc », puisqu'immediatement après la fin des hostilités il a exigé que les régions libérées polonaises aussi bien qu'italienne, ukrainienne aussi bien que française, soient ravitaillées en céréales au prorata de leurs besoins. Directeur général de la F.A.O. de 1946 à 1948, il a résigné ses fonctions.

La population du globe est de 2,200 millions, et le s'accroît chaque année d'environ 1 %. Nous devons savoir qu'à la fin de la vie de nos enfants, la terre aura 500 millions d'habitants supplémentaires. Ces millions d'hommes réclameront de la nourriture et une nourriture meilleure que celle qu'ils ont eue dans le passé. Avant la dernière guerre, les deux tiers environ du peuple mondial n'avaient pas une nourriture assez abondante pour maintenir leur santé et de nombreux millions d'hommes souffraient de la faim. Cette question est grave. Elle l'est d'autant plus que la fertilité de la terre que nous cultivons diminue chaque jour par l'érosion.

L'accroissement général de la population et la diminution simultanée de la fertilité des terres pose une question d'importance vitale. Si notre civilisation doit survivre, il faut que nous résolvions ce problème : la quantité de nourriture nécessaire pour en fournir suffisamment à tous est si grande que l'on ne peut la produire qu'en s'appuyant sur un programme s'appliquant à l'agriculture et au développement industriel dans le monde entier. Les pays dont les ressources ne sont pas exploitées sont aussi importants que ceux qui sont fortement industrialisés et qui peuvent fournir les outils de production.

Nous parlons d'unité mondiale comme de quelque chose qui viendra dans le futur. C'est déjà chose faite : aujourd'hui, que cela nous plaise ou non, nous sommes physiquement un seul monde. Et ce monde est devenu si petit que la seule alternative à la collaboration entre les pays à leur bénéfice mutuel est la guerre pour leur destruction mutuelle. Cette collaboration n'est possible qu'à travers une certaine forme de gouvernement mondial. Si l'on ne réussit pas à faire cela dans les prochaines années, notre civilisation est condamnée à la destruction.



Dessin de RAYMOND GID (Extrait de l'« Apocalypse VI »)

Deux millions d'éducateurs ont organisé le 1er Février une Journée mondiale de la Paix

Grâce à l'inlassable activité de M-L. Cavalier, de Hombourg, de Lavergne et des camarades militants de la F.E.N., du Syndicat National des Instituteurs, la proposition du S.N.E.S. en faveur d'une Journée Mondiale de la Paix a été adoptée le 4 novembre dernier par l'ensemble des organisations syndicales internationales de l'enseignement, représentant deux millions d'éducateurs.

La Journée du 1^{er} Février, aurait mérité de trouver dans la presse et la radio un bien plus grand écho. Le présent numéro ayant été centré sur le problème de l'alimentation mondiale, il ne nous a pas été possible d'aborder le problème majeur de l'action des éducateurs pour l'établissement de la paix. Nous avons mis à l'étude un numéro spécial pour en traiter. Nous nous excusons auprès des instituteurs et professeurs qui nous ont écrit et notamment auprès de M. Jean Bauhacq, dont nous ne pouvons publier aujourd'hui l'important article.

Nous remercions Adrien Lavergne, secrétaire général de la Fédération de l'Éducation Nationale, d'avoir bien voulu accepter d'abréger l'article ci-dessous.

La Fédération de l'Éducation nationale et la coopération internationale

EN présence du retour offensif de l'esprit de guerre, les éducateurs ont le devoir d'être très attentifs à la défense de la paix et d'en faire l'objectif immédiat de toute éducation. Cette préoccupation les a guidés dans leur décision d'associer la jeunesse, le 1^{er} février, à une manifestation affirmant la solidarité internationale.

Répondant au désir de ces différentes sections, et notamment à l'appel du Syndicat de l'enseignement secondaire, la F.E.N. a pris l'initiative de proposer l'organisation d'une journée mondiale en faveur de la Paix au Comité d'Entente des grandes Fédérations Internationales d'enseignements, groupant les associations d'éducateurs du monde. Le 1^{er} février, dans tous les pays, les maîtres à tous les degrés de la hiérarchie universitaire, ont

été invités à mettre en lumière, au cours des divers exercices scolaires, le sentiment de solidarité qui unit les peuples. Cette préoccupation a été préalablement préparée par une voie des bulletins syndicaux qui ont mis à la disposition des maîtres la documentation nécessaire, sous forme d'extraits d'ouvrages, des grands écrivains, de Montaigne à Vaey, exaltant le sentiment patriotique des peuples, de même qu'ils ont été invités à lire des extraits de l'histoire et de la littérature étrangères. Le domaine scientifique a offert un large champ d'efforts par la publication de la caractéristique internationale de la science, en même temps que l'interdépendance des nations dans la conquête du progrès.

En France, cette journée a été précédée d'une manifestation nationale qui a offert un large champ d'efforts par la publication de la caractéristique internationale de la science, en même temps que l'interdépendance des nations dans la conquête du progrès.

Le ministre de l'Éducation nationale avait donné l'appui officiel du Gouvernement à la manifestation. Des renseignements qui nous parviennent, déjà, nous permettent de dire qu'instituteurs et professeurs ont répondu partout avec enthousiasme à notre appel.

Cette manifestation s'intègre dans le cadre des activités internationales de la F.E.N. depuis la fin de la guerre. Nous rappelons, en effet, que, dès 1946, les enseignants français se sont fait un devoir de se consacrer au problème de la reconstruction de la jeunesse allemande qui intéresse l'avenir du monde.

Le congrès d'avril 1947, saisi d'un rapport présenté sur la situation par Marie-Louise Cavalier, secrétaire de la Commission des relations internationales de la F.E.N., décida d'envoyer dans les quatre zones d'occupation d'Allemagne une mission d'enquête, dont les observations ont été consignées dans un volume : « Allemagne 1947 », édité par la F.E.N. Le congrès prit aussi l'initiative d'une étude de la révision des manuels scolaires allemands qui s'est poursuivie au cours de l'année dernière sous l'impulsion d'Hombourg et a fait l'objet d'un rapport présenté à la Conférence internationale de Budapest de l'été 1948. La F.E.N. est enfin à l'origine du rassemblement des éducateurs au sein de la F.I.S.E. (Fédération Internationale Syndicale de l'Enseignement).

Cette activité dans le domaine de la coopération internationale ne date pas de la Libération. Nous te-

Adrien LAVERGNE.
(SUITE PAGE B, COLONNE 6)



La famine mondiale : conséquence de l'obstination nationaliste...

IL n'existe sans doute pas de domaine où le fractionnement du monde entre une poussière de souverainetés nationales soit plus nuisible que dans celui de l'alimentation.

Aux heures héroïques de la guerre, quand les Nations Unies s'efforçaient de stimuler, d'effort de leurs populations et de rallier à leur cause l'opinion des pays neutres, les Gouvernements alliés s'avaient reconnus et proclamés.

A une époque où l'absurdité des gaspillages d'énergie et de ressources, représentés par la guerre moderne, éclatait à tous les yeux, ils s'étaient engagés solemnellement à consacrer l'avenir à améliorer l'alimentation de la race humaine.

Le relèvement des niveaux de vie, qui permettait à la grande majorité des hommes d'échapper aux affres de la sous-alimentation et de la famine qui, sont leur lot quotidien, était l'objectif fixé aux activités du temps de paix.

Pour réaliser un si grand dessein il avait été reconnu qu'un organisme mondial était indispensable.

À Hot Springs, le 3 juin 1943, tous les Gouvernements alliés de l'après-guerre ont décidé de l'ariner unaniment qu'ils s'efforçassent de réunir une conférence mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui devait être l'instrument de cette politique.

Mais la guerre était finie et la FAO (en français O.A.A.), ne devait jamais tenir les promesses de Hot Springs. L'idée même d'une action internationale désintéressée tendant à centrer l'activité productive des hommes sur la satisfaction des besoins élémentaires de l'espèce ne devait pas tarder à être tournée en dérision.

Vainement des hommes éminents, qui avaient consacré leur vie à l'étude de ce problème, démontraient que le développement de la production agricole et de la consommation alimentaire étaient les clés de la prospérité économique mondiale.

Vainement ils plaidaient que le développement de la consommation d'aliments offrait un champ pratiquement illimité à l'activité des hommes et constituait un fondement inébranlable de toute politique mondiale des investissements.

Quand la conférence de Copenhague eut pris connaissance du rapport sur les situations alimentaires mondiale qui démontrait par les chiffres que, compte tenu de l'augmentation de la population mondiale il fallait accroître de 20 % la production de céréales et de 100 % la production de lait pour satisfaire des besoins min-

ma, elle ne sut que renvoyer à une commission d'experts chargée de l'enquêter d'écœurer, ce monument à la bonté de l'humanité.

Cependant, l'étude scientifique du problème était faite. L'équipe de spécialistes capables d'en proposer la solution était réunie. Elle existe encore, quoique diminuée dans ses forces vives. Elle pourrait prendre en mains l'exécution d'une politique mondiale de l'alimentation affranchie des entraves créées par les particularismes nationaux.

Sans même briser les cadres traditionnels de la vie politique, elle pourrait dénouer cet éternel imbroglio des excédents agricoles qui font la ruine des producteurs, tandis que des millions d'hommes, de femmes, et d'enfants meurent chaque année de sous-alimentation.

Il suffirait qu'une autorité internationale supérieure aux Gouvernements dirige et coordonne l'effort désordonné et parfois contradictoire des hommes et, sans leur demander une abnégation plus grande que celle bien minime exigée d'eux par la vie des communautés nationales, fasse régner un minimum de discipline au service d'un minimum d'ordre.

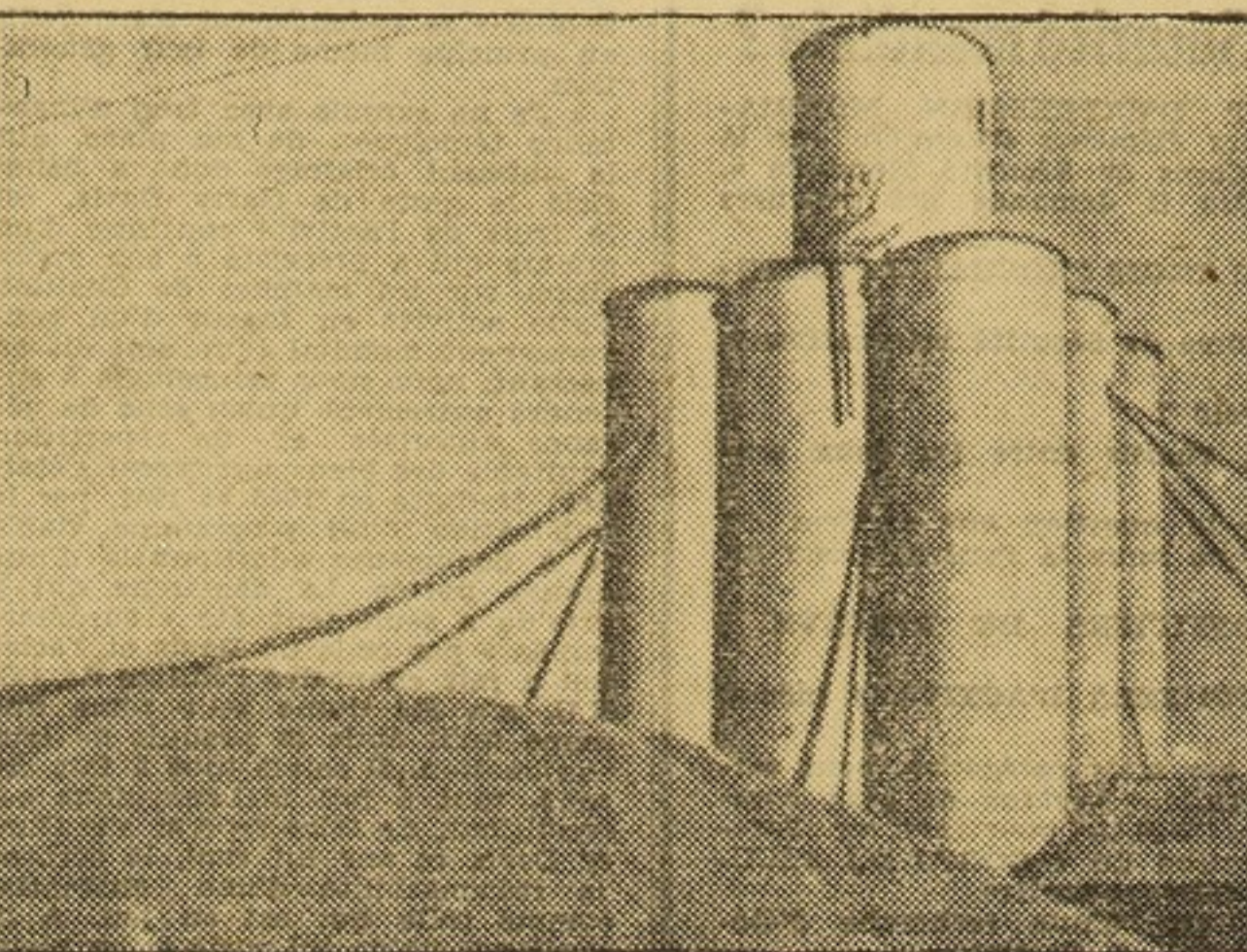
L'opinion publique ne sait pas assez, on ne lui dira jamais trop, que la moitié de la population du monde vit dans des régions où, avant les désastres de la guerre, les disponibilités alimentaires représentaient moins de 2.250 calories par tête et par jour, tandis que moins du tiers des hommes jouissaient de régimes correspondant à plus de 2.750 calories en moyenne de strict minimum.

X. X. X.
(SUITE PAGE B, COLONNE 2)

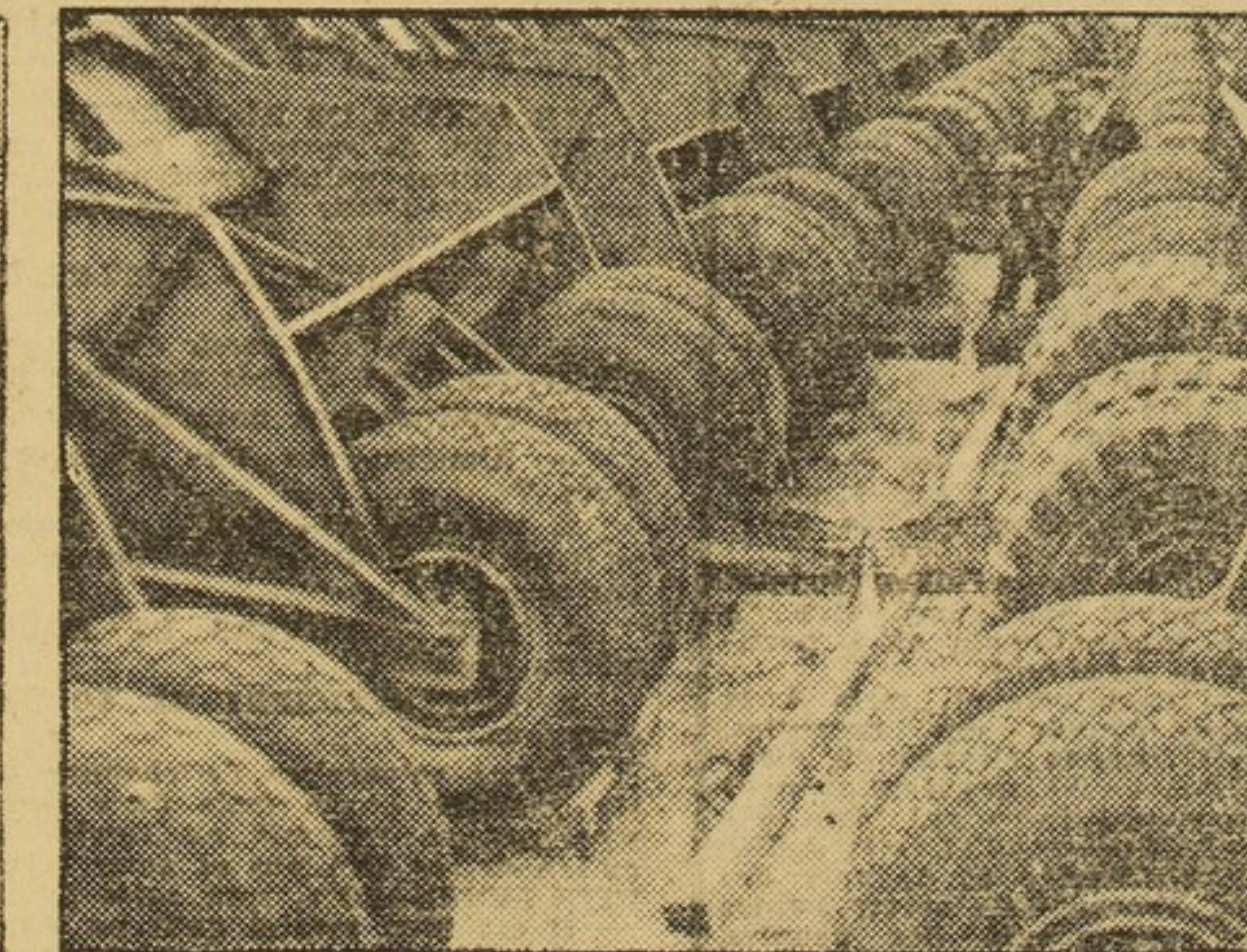
5 millions d'Hindous...

Les techniciens du FAO avertissent les Etats en automne 1947 que cinq millions d'Hindous mourraient de faim au cours de l'hiver, s'ils n'étaient pas immédiatement ravitaillés en céréales (et bien entendu ils n'osaient plus parler de 15 à 20 millions de Chinois annuels).

— Cinq millions d'Hindous ?
— Connais pas, répondirent les Etats.



Devant les silos à grains trop petits, le blé s'entasse. Il faudra bientôt le dénaturer ou le brûler.



Mais les crédits ne manquent pas pour accumuler dans des parcs des machines militaires géantes.

MERCORS: Les Britanmiques ont commence la preparation d'electio ns-pilote pour l'Assemblee des Peuples

MERCORS: Les Britanmiques ont commence la preparation d'electio ns-pilote pour l'Assemblee des Peuples

Il se fait, à l'égard de Garry Davis et de ceux, de plus en plus nombreux, qui se rassemblent sous sa bannière pacifique, bien des idées fausses. Il est à craindre aussi que beaucoup de ses nouveaux amis ne lui fassent confiance sur un malentendu.

Le pacifisme de Garry Davis, et le nôtre, consistent en ceci : nous considérons que si nous sommes, chacun, citoyen d'une certaine nation nous sommes aussi, et d'abord, citoyen du monde.

Autour d'hui encore ces mêmes hommes vous mettent en garde. Peu importe que les menaces qu'ils redoutent ne viennent pas toujours du même côté.

Dans une certaine mesure, oui, on ne peut le nier. On ne peut l'illusionner, on ne peut le tromper, dans cette foule qui annahit la paix, beaucoup de ceux qui comme Jean Glono, préfèrent déjà un victorieux et un vaincu plutôt que mourir de faim.

Il va sans dire que si c'était la toute la « message » de Garry Davis, peu d'entre ceux qui forment autour de lui un « conseil de sages » s'y trouveraient encore.

L'on avait constitué en France, l'action entreprise depuis 1947 par le député travailliste Henry Osborne et ses camarades pour préparer les élections à l'Assemblée des Peuples en 1950.

LES notions, aujourd'hui courantes de citoyenneté mondiale et de gouvernement mondial, ont ceci de paradoxal : alors que presque tout le monde nourrit le désir de les voir prendre corps immédiatement parce qu'elles sont la condition de notre survie, rares, en fait, sont ceux qui croient à leur réalisation prochaine.

Afin de combattre ce scepticisme universel quant à la possibilité de faire apparaître, par la poussée des peuples, la souveraineté et la citoyenneté mondiale, un plan d'élections à l'Assemblée des Peuples a été établi.

Mais avant de s'engager dans sa réalisation, un test est nécessaire. Il est bien clair que cette opération est l'ultime tentative pour sauver le corps social du peuple du monde, en danger de mort, mais encore faut-il savoir si elle est capable de réagir avec assez de force dans cette espèce d'intervention chirurgicale de dernière heure.

Le test prendra la figure d'une campagne électorale pilote, qui établira si les peuples pensent être prêts pour un gouvernement mondial et, dans l'affirmative, s'ils veulent choisir, à partir de 1950, leurs représentants à l'Assemblée des Peuples.



Lord Beveridge (à droite) et Henry Osborne (à gauche)

NEURO-PSYCHIATRIE CONSULTATIONS EXTERNES. Mercredi, Vendredi de 9h à 10h.

Jean Moreau, objecteur de conscience, demande à servir dans une Force de Sécurité mondiale

DE la même façon que Garry Davis signifiait aux autorités, le 25 mai dernier, en déclinant son passeport, qu'il entendait affirmer sa libre conscience et son bon sens face à des lois devenues absurdes et des institutions devenues homicides, Jean Moreau, jeune conscrit appelé, envoyé, le 8 novembre 1948, au ministère de la Défense nationale, le récipé avec une feuille d'appel avec une lettre lui signifiait qu'il refusait d'accomplir son service militaire.

Le Fléau (SUITE DE LA PAGE A)

« Intéressé ». En ce moment même, un premier essai, timide est tenté : il s'agit, pour cinq ans, de stabiliser le prix du blé. La nécessité de cette mesure est évidente. Ou est le mouvement d'opinion qui va l'imposer ?

AVEZ-VOUS REPONDU A L'APPEL DE GARRY DAVIS et de ses camarades ?

Vous êtes-vous fait enregistrer pour devenir Citoyen du Monde électeur à l'Assemblée des Peuples ?

Faut-il créer une Force de Sécurité mondiale ?

LE CENTRE DE RECHERCHES ET D'EXPRESSION MONDIALE, afin de compléter ses premiers éléments d'enquête sur la création d'une unité prototypique du « Corps de Sécurité Mondiale », pose les questions suivantes auxquelles il demande des réponses avant le 15 AVRIL :

ANDRÉ BRETON Egard (et gare) à l'impatience

PERSONNELLEMENT, je ne crois pas m'être trop prôné, moins encore avoir prôné autour de moi les mérites de la patience. Dès que cette patience prend la forme de résignation à des maux et à des vicissitudes (qui sont fonction de la présente condition sociale de l'homme, il est bien établi que je lui suis tout entier refusé.

Le Centre de Recherche et d'Expression Mondiale se remercie de la lettre de remerciement que vous m'avez envoyée.

Journée mondiale (SUITE DE LA PAGE A)

grande extravagance et de la plus haute fantaisie ! Que l'on imagine cependant, dans la période actuelle, le choc psychologique que n'aurait pas manqué de produire sur l'opinion mondiale le refus solennel à la guerre, formulé par le syndicalisme international et toutes les collectivités qui représentent, dans le monde, les forces morales et spirituelles...

A LA RECHERCHE DE LA PAIX

Aujourd'hui, alors que la guerre semble de nouveau possible du fait que les peuples accueillent l'idée de son éventualité, que les armements deviennent d'autant plus redoutables que l'homme est servi par le progrès de la science et de la technique, quelle force s'élèvera pour faire échec aux menaces de nouvelles et terribles aventures ?

Famine mondiale (SUITE DE LA PAGE A)

Elle ne sait pas non plus que la science peut mesurer exactement les productions agricoles qui permettraient de combler le déficit et appliquer les techniques adaptées à chaque région pour les obtenir.

Marie-Louise CAVALIER

La présente page est un instrument d'information. Nous vous demandons de la diffuser le plus largement possible.